

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 317 - VENDREDI 31 MARS 2017

PÂQUERETTE TACTIQUE

“Je ne suis pas une Maison d’hôtes”,
dit Macron.
“Même par l’entrée de service ?”,
demande Valls.

AGENDA MILITANT

→ 3 avril

Villemur-sur-Tarn [Quelle répartition des richesses pour une réelle justice sociale et fiscale ?](#)

→ 5 avril

Montluçon [En commun, construire une nouvelle République](#)

→ 6 avril

Rennes [L’affirmation des “identités” mène-t-elle à la guerre ?](#)

→ 7 avril

Rennes [Affirmer la sécurité sociale](#)

→ 8 avril

Pays basque [Journée du désarmement - Solidarité](#)
Tarnac [Turquie-Kurdistan : trajectoires révolutionnaires, état d’urgence et contre-insurrection...](#)

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ Mondialité

[La Gwiynn lévé ! La Guyane debout !](#)

→ Alternative

[Ouvrir - enfin - les possibles !](#), Patrick Vassallo

→ Vidéos

[Gulistan, terre de roses](#), Zaynê Akyo

Au présent avec Mélenchon pour un autre avenir

Après le ralliement sans scrupule¹ de Manuel Valls à Emmanuel Macron, Benoît Hamon a déclaré ce mercredi : « *Je suis le seul à pouvoir conjuguer des électorats différents, des radicaux aux plus modérés. Je suis aujourd’hui le seul à pouvoir les faire gagner ensemble et ainsi créer les conditions d’une majorité parlementaire pour gouverner* ». Appel désespéré à un retrait hors de question. En fait, le candidat du PS et ses soutiens ne comprennent pas qu’« *occuper une place centrale à gauche* », comme il le revendique, ne veut plus rien dire.

Pierre Laurent, le secrétaire national du PCF, a rapidement proposé l’organisation d’une réunion avec Benoît Hamon, Yannick Jadot, Jean-Luc Mélenchon et lui-même afin de se « *rassembler autour d’un projet profondément ancré à gauche, d’une campagne et d’une candidature communes* ». Démarche de sommet, irréaliste et sans consistance, négligeant les dynamiques à l’œuvre : celle qui voit le PS prendre l’eau, celle autour de la candidature Mélenchon, en pleine ascension. Comment peut-on proposer de dilapider ainsi tout un travail militant ?

Au Havre, s’adressant à 5 000 personnes - un nouveau record historique -, le candidat de la France insoumise a répondu : « *J’ai marché mon chemin, sans ne céder à rien, je ne vais pas commencer aujourd’hui ! À faire le contraire ou à m’engager dans je ne sais quel arrangement qu’on me suggère de faire. (...) Je ne dépends que de vous, c’est à vous que j’ai fait la promesse, je ne négocierai rien, avec personne !* ». Et d’appeler en ces termes à rejoindre l’élan actuel : « *“bienvenue” à ceux qui veulent prendre place dans nos rangs, avec nous, qu’ils ne demandent rien, comme nous, nous ne demandons rien* ». Se rassembler sans préalable et sans condition autre que celle de souhaiter en commun une alternative démocratique, sociale et écologique, voilà où nous en sommes ! Si l’on met de côté un aspect «qui m’aime me suive» quelque peu désuet, ainsi que les querelles de boutique et les mauvais procès, si l’on refuse de négliger le présent au prétexte de préparer l’avenir, peut-on faire mieux aujourd’hui ?

● Michèle Kiintz, Gilles Alfonsi



1. La charte signée par chacun des candidats prévoyait explicitement le soutien des perdants au gagnant. Manuel Valls comprendra-t-il demain la détestation qu’il suscite parmi des millions de citoyens ?

La légitimité des grandes télés en question à l'heure de la crise politique

Incapables de se renouveler et d'assumer leur part de responsabilité démocratique, les grandes chaînes et leurs journaux télévisés sont confrontés à une inédite panne d'identité.

Ceux qui n'ont pas encore décidé d'éteindre leurs télévisions et de les mettre à la cave ou au grenier ont actuellement de quoi se poser la question, vu le traitement de l'élection présidentielle par les grandes chaînes. Sans oublier que chacun se rappelle au moins une fois par an qu'il paye la redevance annuelle, malgré l'insupportable gavage quotidien à la publicité que nous subissons. Ce n'est pas un hasard si la confiance envers l'information délivrée par les médias a dans la dernière période franchi un cap négatif. Une étude publiée tout récemment¹ vient ainsi de montrer qu'en la matière 41 % seulement des répondants se fient aujourd'hui à la télévision, soit une baisse de 9 points en un an. En fait, les journalistes sont de plus en plus considérés comme incapables de résister aux pressions politiques (pour 67 % des sondés) et à celles des pouvoirs financiers (pour 58 %). Si l'on ajoute qu'une part encore

plus importante de citoyens considèrent que les médias ont un rôle important pour la présidentielle, à condition que l'actualité relève bien d'une « *information vérifiée pour suivre la campagne* » (74 %, contre 10 % de soutien à l'idée que les médias devraient aider à faire des choix et 10 % qu'ils devraient s'engager)...

Les crises multiples de l'énergie et du climat deviennent chaque jour plus aigües au niveau national comme international, renforçant l'urgence de l'action. (...) l'action reste insuffisante en regard des enjeux et des objectifs nécessaires de transformation à long terme.

alors on se dit que sont réunis tous les ingrédients d'une crise de confiance. Au-delà de ces aspects quantitatifs, il faut bien constater que les journaux sont devenus, globalement, mauvais.

Des choix éditoriaux incompréhensibles

Le classement de l'actualité, enjeu stratégique majeur, semble aujourd'hui réalisé sans fil conducteur, sans ligne directrice.

Mais il y a des constantes. Le traitement de l'actualité à l'étranger est particulièrement insatisfaisant, focalisé généralement sur quelques sujets, de plus traités très superficiellement, sans fournir les éléments de connaissance et de compréhension permettant de saisir de quoi on parle. L'actualité française souffre à la fois d'un traitement de la politique complètement défaillant (lire plus loin), d'un trop plein de faits divers et d'une place démesurée faite à la violence, d'une quasi absence des grands thèmes et débats de société (sauf la sécurité, mais sur un registre généralement... sécuritaire). Les thèmes de prédilection sont toujours les mêmes : la gabegie des services publics, l'inventivité des chefs d'entreprises, le pauvre sort des médecins... À certaines périodes, la météo et ses problématiques connexes (coups de soleil, chaleur, déshydratation !) occupent, en plus de sa présentation distincte par les commentateurs spécialisés, un temps démesuré. Les intellectuels, les associations, les militants sont bannis de la plupart des journaux (et des émissions), sauf lors des actions humanitaires (Sidaction ces jours-ci).

Actualité politique : une dépolitisation très politique

Comme l'écrit Acrimed dans sa dernière livraison, le traitement de l'actualité politique consiste à « *orienter le regard du lecteur davantage vers les jeux d'appareils et les stratégies politiciennes que vers les questions d'intérêt* » ●●●

1. <http://www.la-croix.com/Economie/Media/Barometre-des-medias-linteret-des-Francais-pour-lactualite-au-plus-bas-dep-uis-2002-2017-02-02-1200821913>.

Notons que la baisse de la confiance envers les médias va avec la récurrence de croyances pourtant démenties. Par exemple, comme l'indique *Le Monde*, « 39 % des sondés continuent de croire que l'État a réservé plus de 77 000 logements HLM pour l'accueil de familles de migrants ; 38 %, que des maires de province font venir des personnes étrangères de Seine-Saint-Denis dans leur ville en échange de subventions ».

Les journaux de 20 heures au bout du rouleau

Le temps est loin où l'on parlait de *TF1* comme de la chaîne de droite, de *France 2* comme d'une chaîne sociale et de *France 3* comme de la chaîne des territoires. Des années de domination des idées néolibérales mais aussi de multiplication des canaux d'information ont transformé les journaux télévisés en revue superficielle de l'actualité, sans place pour les débats et les contradictions. Le poids des chaînes d'information en continu, ou plutôt des chaînes qui répètent en continu l'information de surface, conduit à une course générale à l'info vite-dite-vite-passée, focalisée sur la mise en scène et le (pseudo) scoop permanent, au détriment des éléments de connaissance et d'analyse. Notons cependant que cela n'exclut pas les pépites, ce qui veut dire qu'il existe encore des journalistes de qualité, et qui travaillent.

Seule exception dans ce paysage misérable, le journal d'*Arte* fait souvent place à des approches documentaires et parfois à des réflexions critiques mais le format est court, trop court. Quant à la 5, elle offre parfois une vision rafraîchissante de l'actu, malgré souvent le conformisme béat de ses commentateurs permanents et invités. Au total, le journal télé est à repenser entièrement.

● G.A.

●●● *général et les luttes collectives en cours* » : « *C'est un des effets les plus profonds mais les plus inaperçus de ce journalisme paresseux : à orchestrer si minutieusement la ronde de candidats interchangeables, la politique se trouve vidée de sa substance, réduite qu'elle est à une affaire de personnes et de querelles personnelles* ». Acrimed voit là une « *arme de dépolitisation massive* », où la délimitation restrictive des débats et la focalisation sur un petit nombre d'individus souvent interchangeables « *plutôt que sur les innombrables questions susceptibles de nourrir le débat proprement politique* » conduisent à occulter « *certaines thématiques sensibles* ».

Nullité des commentaires quotidiens

Ne nous contentons pas de décerner la palme de la nullité «journalistique» à Nathalie Saint-Cricq. Dans le domaine des commentaires délivrés en direct, le principal format est devenu celui où un journaliste prend la parole pour donner trois chiffres censés décrire une réalité, à l'exclusion de toute présentation des débats et des points de vue qu'ils suscitent... avant de se faire ensuite remercier par le présentateur de la chaîne pour « *ces éclairages* ». Pourquoi ce format

ne suscite-t-il pas une vague de colère des téléspectateurs ? Peut-être car nous sommes là dans une version de la quantophrénie, cette tendance à prétendre résumer la réalité à des indicateurs : on croit qu'il y a là de l'objectivité, quant au contraire, le choix des données est profondément subjectif. Mais aussi parce

Choix éditoriaux incompréhensibles, nullité des commentaires quotidiens, témoignages instrumentalisés, prolifération de sujets inintéressants... les journaux de 20 h sont devenus une catastrophe quotidienne.

que les sujets étant toujours différents, chacun peut se plaindre lorsque ces pseudo-commentaires concernent un sujet auquel il est sensible, mais moins quotidiennement sur chacun d'entre eux. Derrière ce format anodin, la censure de la complexité de la réalité et la misère réflexive.

Trois petits témoignages et puis s'en vont

Autre format qui censure la réalité et ne porte aucune ambition réflexive, le soi-disant reportage de terrain à la «rencontre des Français» (sic). Quelques images de contexte, censées laisser penser qu'un travail d'investigation aurait été fait. Et la focalisation sur un thème, qui donne lieu à une petite compilation de propos de micro-trottoirs (pas plus de deux phrases par personnes). On entend souvent comment la porte d'entrée du journaliste s'impose. Par exemple, il souhaite faire la démonstration que les caméras dans l'espace public améliorent la sécurité ? Il oriente les témoignages sur les ●●●



Médiacritique(s), le magazine trimestriel d'ACRIMED, l'Association CRitique des MEDIas, vient de sortir. Au sommaire de ce nouveau numéro, notamment, un dossier intitulé "Misère du journalisme politique". + d'info [ici](#)

●●● problèmes de vol, et confond sentiment de sécurité et conséquence sur les délits. CQFD. Et chaque jour ou presque, un sujet du même acabit, bien loin de la vie concrète des gens. Et pourtant, si dans un tout autre registre, la gastronomie, on est capable de faire d'extraordinaires tournées des cultures locales, voire des portraits individuels passionnants, pourquoi ne le pourrait-on pas s'agissant des questions dites de société ? N'y-a-t-il rien (ou si peu) à dire sur les mutations de la société, sur les innovations sociales, les réflexions et initiatives citoyennes qui se développent partout dans la société ?

Prolifération de sujets inintéressants

C'est fou le temps consacré par les grandes chaînes à des sujets sans intérêts, qui souvent ne devraient pas trouver place dans les journaux mais dans des émissions dites de divertissement ou de loisirs, et encore ! Le plus étonnant, peut-être, c'est qu'on envoie parfois à l'autre bout du continent des équipes télé pour s'intéresser à des micro-thèmes. Dimanche dernier, sur *TF1*, pour nous montrer combien l'Europe a du bon, on nous expliquait le sort enviable des 800 retraités français qui vivent à Malte, où l'on apprendait qu'ils ne payent pas d'impôt mais que malheureusement les soins médicaux sont très chers. Quelques jours plus tard, il était question de la reproduction des grenouilles, et de voir le Nord de la France en montgolfière, etc.

Irresponsabilité démocratique

En amont puis lors du débat du 20 mars sur *TF1*, qui réunissait seulement 5 des 11 candidats à l'élection présidentielle, il n'y a finalement eu guère de dénonciation du caractère profondément anti-

Ces chaînes dont les présentateurs se lamentent du manque de débats de fond, qu'attendent-elles pour les organiser, pour inviter sur leurs plateaux des citoyens, des intellectuels, des chercheurs, des élus, des associations ?

démocratique du choix de la *Une*. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a d'ailleurs estimé que le « choix d'une chaîne d'organiser un débat n'associant qu'une partie des candidats relève de sa responsabilité éditoriale », soulignant sans rire qu'il « incombe à la chaîne de veiller à ce que ce choix n'entraîne pas une rupture du principe d'équité de traitement entre l'ensemble des candidats ». Quant au prochain débat prévu sur *France 2*, Jean-Luc Mélenchon met en cause sa préparation et les conditions prévues pour sa tenue². Dans de telles

². C'est [ici](#)

conditions, on voit mal comment les règles d'équité puis d'égalité entre les candidats pourraient être respectées au quotidien. Mais ce sujet concerne aussi le rôle même de la télévision.

Chacun remarque que les présentateurs télé passent beaucoup de temps à se lamenter du manque de débat de fond au cours de la présente campagne des présidentielles. Et dans le même temps, ils passent leur temps à alimenter les polémiques sordides sur les affaires des uns et des autres. Mais qu'attendent-ils pour organiser des débats intéressants, pour inviter sur leurs plateaux des citoyens, des intellectuels, des chercheurs, des élus, des associations ? Bien sûr, ce sont les politiques qui sont les premiers responsables de la nullité du débat public, de telle sorte qu'on peut penser qu'il s'agit pour beaucoup d'entre eux de ne pas assumer leurs projets et leurs programmes. Mais les médias n'ont-ils pas beaucoup à faire pour ouvrir les portes du débat public à la société civile, y compris d'ailleurs sur ce que révèlent les fameuses affaires ?

Et toujours...

les mêmes commentateurs

François Langlet, Christophe Barbier, Jean-Michel Apathie... multi-chaînes, multi-créneaux, multi-revenus, ils sont quelques-uns à continuer de hanter tous les plateaux. Et comme ils occupent la place, avec leurs sempiternels commentaires généralement néolibéraux, ils prennent la place d'autres, qui auraient beaucoup à dire. Qu'ils s'en aillent tous !

Lettre ouverte aux candidats à l'élection présidentielle

À l'issue de son congrès tenu du 6 au 8 mars, le Syndicat national des journalistes CGT s'est adressé aux candidats à l'élection présidentielle. Cerises en publie le texte intégral.

A quelques semaines de l'échéance présidentielle de 2017, le Syndicat national des journalistes CGT, réuni en congrès, vous adresse cette lettre au moment où les journalistes sont la cible d'attaques virulentes qui constituent autant de coups portés à la démocratie et à la liberté d'expression. Ces agressions s'expriment dans un contexte où la profession et le pluralisme sont, plus que jamais, en grave danger. Pourquoi notre profession est-elle en danger ? D'abord parce que son indépendance est menacée, compromettant par exemple notre lien de confiance avec

le public, lecteurs, auditeurs, téléspectateurs, internautes, usagers du multimédia.

Au cours des deux derniers quinquennats, le processus de concentration s'est accéléré : une poignée de dirigeants de grands groupes industriels, dont en premier lieu les opérateurs de télécommunication ou bancaires, ont fait main basse sur les grands médias. Pour eux, l'information représente un produit d'appel pour valoriser leurs offres commerciales. Ces nouveaux patrons de presse, souvent en affaires avec le pouvoir, contrôlent contenus et contenants au travers de la convergence des supports rendue possible par les nouvelles technologies. En clair, si, *de facto*, il existe plus de sources d'information, en réalité l'uniformisation des contenus et la monopolisation des médias tuent le pluralisme qui est réduit à sa portion congrue. Le débat démocratique est annihilé au profit du prêt-à-penser néolibéral, privant les citoyens de clés pour comprendre.

Cela se traduit concrètement par la disparition de titres. Parmi les titres qui subsistent, combien sont indépendants des grands groupes ? Des sites «*pure player*» se sont créés mais leur modèle économique reste fragile. La ●●●

Internet et la révolution culturelle de l'information

Internet est devenu une des principales sources d'information, la seule ou presque pour les jeunes. Ce qui aboutit à une situation ambivalente. Pour le meilleur, l'accès à de multiples info à travers tous types de formats s'est généralisé à tous, ou presque. Tout le monde peut en principe s'approprier des connaissances très riches et des débats tous azimuts : quoi de mieux pour alimenter une citoyenneté vivante ! Pour le pire, les inégalités dans l'appropriation des connaissances se reproduisent dans les usages d'Internet, où chaque consommateur d'information peut parfaitement se retrouver dans son univers culturel habituel et, en réalité, n'accéder jamais à ce qui lui permettrait d'élever sa réflexion et de cultiver son esprit critique.

Au lieu de repenser leur rôle, les grandes chaînes de télévision se sont lancées dans la course aux formats des chaînes d'info et s'alignent sur les dernières actu du web. Faute de recul, d'envie et de moyens, elles sont loin d'imaginer ce que pourraient être leurs rôles de demain, par exemple celui-ci : produire une information de qualité, pédagogique, stimulant la réflexion et contribuant aux débats de la société.

● G. A.

●●● presse syndicale, associative et militante est sous perfusion.

L'audiovisuel public est miné par la politique d'austérité réduisant les emplois et imposant mutualisations et polyvalences qui nuisent à la qualité de l'info. Après la suppression de 750 équivalents temps plein à partir de 2012, Delphine Ernotte, nommée en 2015 PDG de France Télévisions, arrivant du groupe

de télécommunications Orange, continue dans la même logique. Au total entre 2012 et 2020, ce sont 1 250 emplois qui auront disparu soit 12 % des effectifs.

L'information est de plus en plus sous contrôle.

La loi Bloche (15 novembre 2016) qui vise « à renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias » est très loin de répondre à l'urgence de la situation. Le texte ne s'attaque pas au problème de fond, celui de la propriété des médias. La loi prévoit une charte éthique par entreprise avant le 1er juillet 2017. De plus rien ne change sur la protection des sources, réforme promise par l'actuel chef de l'État, et sur l'indépendance des rédactions.

Les concentrations s'accroissent...

Nous assistons à une véritable révolution copernicienne dans les modèles

économiques et financiers des médias ces dernières années avec une accélération des concentrations. Après la prise

emblématique du *Monde* par un trio formé d'un banquier (Mathieu Pigasse) et de deux hommes d'affaires - Xavier Niel (Free) et Pierre Berger - Vincent Bolloré, qui possède aussi bien des entreprises de publicité et de communication, des instituts de sondages (CSA), des

plantations, des groupes de transports, des entreprises de stockage d'énergie, est aujourd'hui le principal actionnaire via Vivendi de Canal +. Les méthodes brutales de management du groupe breton ont montré le poids des puissances d'argent sur les médias dont il a pris le contrôle : censure à Canal+, et licenciements massifs de 90 journalistes en lutte sur I-Télé. Patrick Drahi, principal actionnaire du groupe Altice Media Communication endetté à hauteur de 50 milliards d'euros, contrôle *Libération*, le groupe *L'Express* et *BFM*...

En presse régionale, le pluralisme est

moribond. Le Crédit mutuel contrôle tous les quotidiens de l'Est de la France jusqu'en Rhône-Alpes. Le Crédit Agricole dispose de 30 % des parts du groupe *La Voix du Nord*, qui est également propriété du groupe belge Rossel. Le quotidien lillois est au centre d'un plan social drastique. Le groupe belge pourrait prochainement s'emparer de *Paris Normandie* moyennant un plan de licenciements. On peut aussi rappeler les opérations de Bernard Arnault (2e fortune en France) sur les quotidiens nationaux, comme *Le Parisien*, et le contrôle de la presse magazine par de grands groupes multinationaux (Lagarrière, Mondadori, Bertelsmann, etc.).

La profession se précarise...

Depuis 2009 le nombre de journalistes diminue régulièrement. En six ans la profession a perdu 1 400 titulaires de la carte de presse, soit 4 % de ses

membres, même si le nombre d'entrants dans la profession est à peu près stable chaque année. Ces deux dernières années, ce sont plus de 250 journalistes de plus de 15 ans d'ancienneté qui sont partis des rédactions à l'arrivée

de nouveaux actionnaires soit en clause de cession soit lors de PSE ou de plans de départ volontaires. ●●●

Une poignée de dirigeants de grands groupes industriels ont fait main basse sur les grands médias. Pour eux, l'information représente un produit d'appel pour valoriser leurs offres commerciales.

L'audiovisuel public est miné par la politique d'austérité réduisant les emplois et imposant mutualisations et polyvalences qui nuisent à la qualité de l'info.

●●● Les reporters-photographes sont sinistrés et les agences photographiques qui faisaient la renommée de notre pays ont disparu du marché de la photo d'actualité. Quant aux salaires, les négociations de branche ou par forme de presse sont quasiment inexistantes. En

1980 le salaire brut moyen d'un journaliste représentait 1,8 du salaire moyen français, aujourd'hui il en représente 1,2. Les entreprises jouent sur cette précarisation en proposant aux jeunes journalistes de devenir auto-entrepreneur ou producteur, y compris dans le service public. La précarisation des journalistes s'accompagne de l'appauvrissement du métier par les obligations de plus en plus imposées à exercer poly-compétences et autres tâches techniques.

Quelles solutions ?

Le SNJ-CGT qui défend depuis longtemps le pluralisme, l'éthique, la déontologie et les conditions de travail des journalistes vous demande de prendre en compte ses revendications. Il faut pour cela s'inspirer du programme du Conseil National de la Résistance, qui avait pour ambition « *d'assurer la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances de l'argent et des influences étrangères* ».

Notre syndicat demande un projet de loi mettant en place les conditions de l'indépendance juridique des rédactions par rapport aux actionnaires...

Notre syndicat demande :

- › L'inscription dans la Constitution du droit à l'information
- › Un projet de loi mettant en place les conditions de l'indépendance juridique des rédactions par rapport aux actionnaires.
- › Le renforcement d'un service public des médias audiovisuels.

suels.

- › Une réflexion sur l'impression et sur la distribution.
- › Une refonte du CSA.
- › Un statut novateur pour les entreprises de presse afin de garantir une presse démocratique, associative, alternative, pluraliste et indépendante.
- › L'inscription du financement de l'audiovisuel public dans la Constitution.

Il vous demande aussi de :

- › Assurer la protection du secret des sources des journalistes en réformant enfin la loi de 2010.
- › Relancer les dispositions anti-concentration dans les médias.

- › Prohiber la détention de médias aux groupes bénéficiant de commandes publiques.
- › Sauvegarder les droits d'auteurs en abolissant la loi Hadopi et toutes les dispositions qui favorisent la mutualisation des contenus.
- › Un statut pour les lanceurs d'alerte
- › De vous assurer que les aides publiques à la presse accompagnent des politiques volontaristes privilégiant la qualité de l'information et la sauvegarde des emplois.

Il faut s'inspirer du programme du Conseil National de la Résistance, qui avait pour ambition « *d'assurer la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances de l'argent et des influences étrangères* ».

Notre combat est aussi celui de la démocratie. Contre les mesures sécuritaires du quinquennat actuel (loi Renseignement et Etat d'urgence). C'est pourquoi nous vous demandons d'agir en appuyant nos propositions pour renforcer le pluralisme et l'indépendance des journalistes

dans ce pays.

Nous attendons des réponses à nos très vives inquiétudes et nous vous prions d'accepter nos salutations syndicalistes.

● Dossier établi par
Gilles Alfonsi et Pascal Damoinet

Radicalité : à la source

Il n'est pas trop tard pour s'interroger sur le sens que pourrait encore prendre la campagne présidentielle. Un électeur sur deux n'a pas encore fait son choix définitif. La campagne électorale révèle un effondrement des partis politiques assimilés au système. Pour le moment, ce sont surtout des forces réactionnaires qui, en Europe et aux USA, donnent l'apparence d'être *anti-système* et qui en tirent profit. Il n'est qu'à penser à la fille Le Pen ou à Macron. Si le rejet du système est dans l'air, le flou du mot en fait un passe-partout piégeant. Bien sûr on évoque les puissants ou la finance, mais c'était déjà le cas en 2012. En fait, le mot recouvre une double réalité : système capitaliste et système institutionnel. Les deux dégagent une normalité frustrante et provoquent du ressentiment. Mais faute d'appeler un chat un chat, le flou de cette dénonciation fait le lit du populisme.

Cependant, depuis 2012, les luttes contre les fermetures d'entreprises, la loi El Khomri, les chantiers inutiles, le démantèlement des services publics, et les Nuits Debout se sont heurtées, pour la première fois, à un gouvernement dit de gauche. Ces mouvements, n'ayant plus de recours institutionnel à venir, commencent à mettre plus directement en cause la nocivité des actionnaires et de la course aux dividendes. En 2015 un sondage disait que pour 53 % des sondés, *le système capitaliste* était la cause de la crise mais pensaient que c'était le seul possible. Cela ne dessine-t-il pas l'espace dans lequel on peut être efficace ? Sinon on s'attaque aux effets et non à la source du mal. Il est trop peu question dans cette campagne électorale de priver les gros actionnaires de leur voracité et de leur capacité de nuisance. Mais la campagne n'ayant pas été lancée et animée par ceux qui luttent, ne nous éton-

nons pas que la sempiternelle «*traduction politique*» soit en-deçà de ce qui mûrit "en bas".

Une addition de mesures ne suffit pas à faire une alternative, au risque d'apparaître sans crédibilité. Chacune des mesures souhaitées ne pourra voir le jour qu'en s'inscrivant dans la perspective de se débarrasser du système capitaliste. Non seulement afin de dégager l'argent nécessaire mais parce qu'il y a un enjeu de pouvoir : qui doit avoir le pouvoir sur l'économie et le devenir de la société ? Les actionnaires ? L'État ? Ou les intéressés eux-mêmes ? Même confusément, après tant d'années de désillusions, le public le plus en quête de transformations radicales ressent l'absence d'un objectif qui rend incantatoires les meilleures intentions ; on sait que l'on n'aura rien sans affronter une adversité. La déception grecque est encore fraîche dans les esprits. La peur de Le Pen ne sera pas un substitut. Se situer plus délibérément dans la perspective d'un affrontement avec le Capital donnerait du sens au vote en faisant davantage l'expression des combats passés et à venir.

Le but de l'élection est-il d'envoyer au pouvoir celui qui "rendra le pouvoir au peuple" ? On voit où cette conception nous a menés. Ou bien consiste-il à rassembler tous ceux qui bougent en un mouvement populaire qui prend conscience de lui et de sa force ? La situation ne serait pas mûre pour commencer ? C'est oublier le versant démocratique de l'aspiration au *hors système* : s'inscrire dans la norme, suivre "ceux qui savent" correspond de moins en moins à ceux pour qui "démocratie" ne peut plus rimer avec «verticalité» et qui aspirent à accéder à l'engagement.

● Pierre Zarka

S comme socialisme

Le socialisme est devenu l'objet introuvable de la pensée politique française. Non le socialisme en tant que mouvement politique (encore qu'il soit bien mal en point) mais le socialisme en tant que modèle de société censée s'opposer au capitalisme et le dépasser.

Le fait de se dire socialiste n'implique pas que l'on soit pour le socialisme. Au contraire. En cent ans, les socialistes français ont rédigé cinq grandes Déclarations de principes qui sont des textes d'orientations fondamentaux. Dans la dernière, adoptée il y a déjà dix ans, en 2008, les socialistes français entérinaient leur renoncement au socialisme et se prononçaient pour « *une économie sociale et écologique de marché, régulée par la puissance publique, ainsi que par les partenaires sociaux* ».

Cela ouvrait la voie à la complète conversion au "social-libéralisme" qui s'est amplement confirmée ensuite, notamment sous la présidence Hollande.

Quant aux communistes français (alors que la référence au socialisme reste quasi unanime parmi les autres partis communistes de la planète...), ils l'ont abandonnée il y a déjà plusieurs congrès, reprenant ainsi à leur compte la thèse de notre ami et camarade Lucien Sève pour qui c'est en définitive l'objectif du socialisme qui a empêché d'aller au communisme. Selon l'analyse du philosophe marxiste, sous le socialisme dit «réel», les moyens ont eu tendance à s'ériger en leurs propres fins et ce qui devait conduire au communisme a conduit à son oubli voire à sa négation. Au cours de cette histoire issue d'Octobre 17, l'idée s'est en effet imposée dans le mouvement communiste que le socialisme était une étape clairement définie, ayant ses lois propres. Althusser avait déjà objecté que, contrairement aux thèses des théoriciens soviétiques, le socialisme ne constituait pas un «mode de production» en tant que tel, qui succéderait au capitalisme et précéderait le communisme. C'est au contraire une période de transition et de contradiction pendant

laquelle cohabitent et s'opposent le mode de production capitaliste (qui n'a pas perdu tout son empire) et le mode de production collectiviste ou communiste.

Ce distinguo ne relève pas de la discussion byzantine sur le sexe des anges. Il est décisif. L'histoire des premiers plans quinquennaux, sous Staline, la collectivisation à la campagne, la marche forcée au socialisme (qui, à l'époque, répondaient aux vœux d'une grande partie de la société pressée d'en finir avec les contradictions de la NEP) et les succès remportés dans cette période ont certainement contribué à instaurer cette idée d'un mode de production socialiste en tant que tel, ayant ses propres lois économiques...

(Certains ont fait remarquer que cela renouait avec la conception de Kautsky, dominante dans la Deuxième Internationale, du socialisme défini par la propriété collective des moyens de production... et constituant l'objectif final).

L'expérience chinoise, en dépit de ses phases volontaristes, comme le « *grand bond en avant* », relevait d'une conception différente. Les dirigeants chinois se gardaient de définir la Chine comme déjà «socialiste», et parlaient plutôt d'une « *république populaire* » où la lutte des classes se poursuivait.

Avec le recul, on peut penser qu'il aurait peut-être mieux valu poursuivre l'expérience de la NEP. Ne pas essayer de supprimer «par décret» la loi de la valeur et du marché, ni l'intégration dans le marché mondial du capitalisme, mais faire que les rapports de production et d'échange socialistes finissent par s'imposer par une efficacité supérieure. Peut-être le sort des révolutions socialistes en aurait-il été différent...

L'expérience actuelle de la Grande NEP chinoise réactualise cette question. ●●●

●●● Au lendemain de la révolution d'Octobre, Lénine envisageait l'internationalisation de la révolution et pensait que le passage au communisme, avec le dépérissement de l'État et le dépassement des contradictions du capitalisme, pourrait se faire en l'espace de deux générations. Confrontés à l'expérience du pouvoir, très vite s'est imposée aux bolcheviks la nécessité de construire un État ; et l'objectif du communisme a été renvoyé à plus tard... Selon le théoricien italien Domenico Losurdo, l'histoire du socialisme a été handicapée par ce qu'il considère être une survivance au sein du marxisme de l'idéalisme anarchiste, la croyance dans la possibilité d'en finir avec l'État, les nations, le marché, les religions... (ce qu'il nomme curieusement « *l'idéalisme de la praxis* »)¹.

Et, de fait, l'État, la nation, le marché, voire la religion ont retrouvé, de la Chine à Cuba, droit de cité dans le socialisme...

Est-ce à dire que l'idée du communisme, envisagé comme la fin de l'État, la disparition des classes, des frontières, le dépassement de l'opposition entre le travail manuel et intellectuel, était utopique ? Sans doute pas si l'on veut bien considérer que ces tendances virtuellement communistes se manifestent déjà sous le capitalisme, dans les pays les plus développés... Mais sans doute Losurdo n'a-t-il pas tort quand il taxe d'idéalisme la vision du communisme comme « *fin de Histoire* ». L'idée d'un futur sans contradictions a certainement fait beaucoup de tort. Non seulement parce qu'elle a conduit à ne pas accorder leur place aux contradictions sous le socialisme (et même à les réprimer, avec les effets que l'on sait sur les libertés et la dégénérescence de la vie publique). Mais aussi parce qu'elle a fait du communisme un horizon qui reculant toujours a fini par épuiser la confiance et l'énergie de la classe ouvrière.

Comme le fait remarquer Samir Amin, la transition socialiste doit s'inscrire dans une longue durée. Manifestement plus longue qu'on pouvait le croire il y a un siècle, au moment de la Révolution d'Octobre. Non seulement pour les pays confrontés aux tâches du rattrapage historique et du développement économique, mais même dans les pays les plus développés

où les conditions subjectives du changement semblent loin d'être réunies.

La question du socialisme au XXI^e siècle suscite des débats importants parmi les marxistes étrangers (et quelques français). Tony Andréani, par exemple, travaille depuis des années sur les questions posées par le socialisme de (ou avec) marché. Cela le conduit à redéfinir le socialisme à partir de critères en rupture avec les critères anciens et qui mettent au centre la maîtrise sociale de l'économie, les décisions collectives, la planification sociale et écologique, le rôle du crédit public, etc.

Ces questions sont de grand enjeu, non seulement pour la Chine et pour les pays qui se réclament encore du socialisme, mais pour tous ceux qui veulent dépasser le capitalisme. Le problème n'est plus « peut-on construire le socialisme dans un seul pays ? », mais de savoir s'il est possible de mettre en œuvre des politiques économiques, sociales, culturelles, progressistes, d'orientation socialiste, conformes aux intérêts du peuple, dans le contexte de la mondialisation capitaliste et dans des économies ouvertes. Cela repose dans des termes nouveaux des questions anciennes, comme libre échange ou protectionnisme. Et cela pose aussi des questions nouvelles comme celle de la socialisation du capital, de la souveraineté des États sur la monnaie et le crédit (avec parfois un double système monétaire, comme à Cuba), des formes diverses de propriété collective, des services publics, des biens communs, des coopérations internationales face aux multinationales, mais aussi des droits des salariés et de la démocratie économique. Le socialisme s'identifiant à la perspective de la démocratie économique... laquelle n'est pas le royaume de la liberté, mais la conquête d'une maîtrise sociale sur l'empire de la nécessité. Et par une autre culture, un autre système de valeurs... Il serait du plus grand intérêt, même pour nos luttes immédiates, que les communistes et les progressistes français ne restent pas absents de ces débats. Comme nous y invitait Chavez, dès 2005, il nous faut « *inventer le socialisme du XXI^e siècle* ».

1. Voir par exemple le dernier livre de D. Losurdo : *La lutte des classes, une histoire politique et philosophique*, éditions Delga.



Pour le désarmement nucléaire, c'est le moment d'agir et de rassembler



Du 27 Mars au 31 mars 2017 s'est tenue à New York « une conférence pour la négociation d'un instrument juridiquement contraignant visant à interdire les armes nucléaires en vue de leur élimination complète » en application de la résolution 71/258 votée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 23 décembre 2016 qui « demande aux États Membres de faire tout leur possible pour parvenir dans les meilleurs délais à la conclusion d'un instrument juridiquement contraignant interdisant les armes nucléaires, en vue de leur élimination complète ».¹ Cette conférence marque le point de départ d'une nouvelle période dans la lutte pour l'élimination des armes nucléaires. Cent treize États ont voté pour, trente-cinq ont voté contre dont la France, les USA, la Russie, la Grande-Bretagne et tous les autres membres de l'OTAN (sauf les Pays-Bas), Israël, la Corée du Sud, le Japon, l'Australie. Treize se sont abstenus dont la Chine, l'Inde, le Pakistan, la Finlande ; la Suisse.

L'action des peuples est nécessaire pour faire aboutir ce processus car les embûches ne vont pas manquer, en particulier venant des États dotés de l'arme nucléaire. Cela a commencé le 27 mars par une conférence de presse des USA pour s'opposer au processus engagé par les Nations Unies. La France malheureusement s'est associée à la démarche des USA et a pratiqué la politique de la chaise vide. Nous aurions préféré que la France dise son accord avec le Président chinois qui, à

Genève le mercredi 18 janvier 2017, a déclaré que « Les armes nucléaires devraient être totalement interdites et détruites ».

Cette nouvelle situation implique pour la société civile et les mouvements de paix l'obligation d'œuvrer à une mobilisation sans précédent des opinions publiques pour ne pas laisser passer une occasion de faire avancer le désarmement nucléaire, alors que plusieurs États dotés de l'arme nucléaire, dont la France, envisagent de nouvelles modernisations de leurs armements atomiques. La France envisage quasiment le doublement des crédits consacrés aux armes nucléaires en les faisant passer de 3,5 à 6,5 milliards d'euros

C'est le moment d'agir en signant par exemple la pétition², proposée par le collectif national En marche pour la paix (une centaine d'organisations) contre le doublement des crédits consacrés en France pour les armes atomiques, pour un traité d'interdiction des armes nucléaires et pour une réorientation du budget de la Défense dans le cadre d'une politique en faveur d'une construction de la paix s'inspirant de la Charte des Nations unies et des huit domaines de la culture de la paix définie par l'Unesco et les Nations Unies

● **Roland Nivet**, porte-parole du Mouvement de la Paix

1. Voir Le nucléaire militaire : une "assurance" contre la vie, sur www.communistesunitaires.net, rubrique "Mondialité" (NDLR).

2. <http://www.mvtpaix.org/wordpress/petition-en-marche-pour-la-paix-stop-la-guerre-stop-les-violences/> (R.N.).

Pourquoi nous disons NON aux JO 2024 à Paris

Après une précédente tribune¹ appelant à oeuvrer pour, « dans le sillage de cette candidature, renforcer et soutenir durablement des politiques sportives, dans tous les domaines, du sport de tous au sport de création », le débat se poursuit.

Les valeurs affirmées de l'olympisme se trouvent à mille lieux de la réalité concrète de l'organisation des Jeux olympiques. Nous faisons le constat suivant : les JO sont systématiquement ceux des sponsors, du béton et ceux de l'argent.

Les Jeux de l'Argent

Les Jeux Olympiques ont toujours été ruineux pour les villes candidates. Depuis 1968 tous les JO ont dépassé les estimations originelles. Celles-ci sont systématiquement sous-évaluées pour tenter d'arracher l'adhésion des populations et c'est le cas une fois encore. *Depuis les Jeux de Mexico en 1968, le dépassement moyen des jeux d'été est de 167% !* Le stade olympique de Montréal (jeux de 1976) a été payé pendant 30 ans. A Londres le coût a été multiplié par 2. Les dépenses pour Rio, initialement chiffrées à 9,5 milliards d'euros, devraient atteindre 33 milliards d'euros. Le stade de Maracaña sera payé pendant plusieurs siècles, voire un millénaire... Le budget des JO de Tokyo de 2020 pourrait dépasser les 30 milliards de dollars, soit 4 fois le montant de l'estimation initiale.

Il n'y a aucune raison de penser que les choses se passeront mieux à Paris. D'ores et déjà le rapport du *Comité Français du Sport International* sur lequel la candidature est basée avance des chiffres flous.

Par exemple, *il n'y a pas de chiffre pour le coût de la sécurité*. Rappelons qu'à Londres en 2012, le coût de la sécurité a finalement presque atteint le milliard de livres (plus de 1,3 milliard d'euros). Dans le contexte actuel, il faut craindre que le coût de la sécurité n'explose en 2024.

De plus, certaines dépenses sont non budgétées (comme la construction d'une seconde Aréna à Bercy, qui fera l'objet d'un PPP), ou attribuées à d'autres budgets, comme ceux du Grand Paris. Et là, il faut voir que la candidature est le prétexte à accélérer le projet du Grand Paris, lui-même pharaonique, mal pensé, anti-démocratique et anti-écologique. La candidature des JO est totalement imbriquée dans la construction d'infrastructures dédiées non à la satisfaction du besoin des populations mais à celle des grandes entreprises et de certains de leurs projets délirants, comme dans le cas du Triangle de Gonesse. Il faut voir aussi que les projets devront être terminés à une date précise, ce qui génère toujours un surcoût considérable, non chiffré dans le budget..

Par ailleurs, *les JO bénéficient d'une exonération fiscale totale*. En cette période d'austérité et de taxation des populations, cette exonération est injustifiable.

Les jeux ne seront pas la fête du sport

Rien ne prouve que le fait d'avoir un événement sportif d'élite dans son pays augmente la participation sportive des populations. On a constaté une diminution dans la participation sportive des 16 à 25 ans dans l'année qui a suivi les JO 2012 à Londres. En 2015 la participation a encore baissé. Pour améliorer la santé et le bien-être des citoyens de tous âges il vaudrait mieux investir dans les équipements sportifs locaux.

Actuellement un collégien de Seine-Saint-Denis sur deux ne sait pas nager. Ce n'est pas la construction d'une piscine olympique à laquelle ils n'auront pas accès qui y changera ●●●

1. "Paris 2024, les premiers JO 3,0 ?", Gérard Perreau-Bezouille, *Cerises* n°316, 3 mars 2017

●●● quelque chose. Pour un coût similaire, on peut construire dix piscines moins grandes et donc utilisable.

Actuellement, l'accessibilité des équipements aux personnes handicapées n'est toujours pas au niveau : l'application de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des chances a été repoussée de 2015 à 2025. Pendant la même période, Paris a été candidate 3 fois déjà. Dans un tel contexte, pourquoi mettre en avant les Jeux paralympiques alors qu'au quotidien les besoins des handicapés sont ignorés ?

Les jeux du béton

Les JO vont « *Améliorer les équipements sportifs* » affirme la Ville de Paris.

Le budget annuel consacré aux équipements sportifs à Paris est de 45 millions d'euros. Le budget actuel des JO (qui sera forcément plus élevé) pour deux semaines de sports d'élite : plus de 6 milliards d'euros. Combien d'équipements de proximité, de piscines, de stades de taille humaine, de mise en conformité d'équipements publics pourrait-on mettre en place avec tout cet argent ?

Les JO détournent l'argent qui pourrait être utilisé pour des projets plus utiles. Si on veut investir pour les équipements publics, les logements, les infrastructures de transport, on peut le faire sans les JO. Et les budgets prévus par la ville de Paris (30 millions pour les places et 8 millions pour les berges) sont minuscules comparés à ceux consacrés aux JO proprement dits : 38 millions est beaucoup moins que le coût de la seule candidature de Paris (60 millions d'euros).

Les Jeux des Sponsors

Le CIO opère une prise de contrôle totale lors des Jeux. Les villes et États sont mis sous tutelle pendant la durée des Jeux. Ainsi, à Londres en 2012, une loi d'exception a été votée pour organiser une extraterritorialité en faveur des grandes marques,

sponsors du CIO (Mac Donald, Visa, Coca-Cola...). Une véritable police de la propriété intellectuelle a été mise en place et des règles drastiques ont été votées spécialement pour garantir la protection commerciale de ces marques. « *Le CIO est une ONG de droit privé suisse qui règne sans partage sur les villes et pour lesquelles l'essentiel est l'argent* » (Maxime GOLDBAUM, *Le Monde* du 24/07/12).

Bien sûr beaucoup de gens aiment le sport et veulent faire la fête, mais ces jeux sont devenus une compétition politique et commerciale, contrôlés par les grands sponsors multinationaux, et utilisés par les politiciens pour rehausser leur propre prestige. Rio : protestations contre le coût, le déplacement des populations, la corruption, la pollution ; Tokyo : construction du grand stade olympique 2020 abandonnée quand son coût de 2,8 milliards de dollars a fait scandale ; JO d'hiver 2022 à Pékin : des milliards dépensés pour quelques jours de ski dans une région qui connaît une grande pénurie d'eau et où il ne tombe pas de neige.

Nous dénonçons une opération qui s'inscrit visiblement dans la trop longue tradition consistant à promettre aux foules des Jeux, c'est-à-dire de la distraction de masse, manœuvre politicienne destinée à masquer la réalité des problèmes sociaux actuels sous une flopée de paillettes sportives.

Appel à référendum lancé par le collectif NON aux JO à Paris en 2024

<http://www.mesopinions.com/petition/politique/appel-referendum-candidature-paris-aux-jo/28276>

● Frédéric Viale, Attac France

#slamsolidarite

De Montpellier, le 25 mars, la jeune slameuse guyanaise Mire le Monde envoie un enregistrement à ses compatriotes : « mon cœur et mes pensées se tournent vers ma Guyane (...) Je n'ai que ma plume et ma feuille blanche pour compenser l'absence. (...) Pour tous les Guyanais et tous ceux qui se battent au jour le jour ! »



● **Liaisons dangereuses.** Plusieurs organisations (Association France Palestine Solidarité, CCFD – Terre Solidaire, Fair Finance France, FIDH, LDH, Solidaires, CGT et Al-Haq) ont publié le 29 mars un rapport sur *Les liaisons dangereuses des banques et assurances françaises avec la colonisation israélienne*. Y sont dénoncés les liens entre banques et assurances françaises - BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole (et sa filiale LCL), BPCE (et sa filiale Natixis), et AXA - et des banques et entreprises israéliennes impliquées dans le maintien et le développement des colonies israéliennes. Et cela au mépris de leur adhésion aux lignes directrices internationales et des engagements pris relatifs au respect des droits humains. La pratique ne suit pas, écrivent les organisations qui rappellent aussi l'engagement d'Alstom - dont l'État français est actionnaire - dans des grands projets d'infrastructures dans ces colonies. Le fric passe avant les droits du peuple palestinien.

● **Liaisons dangereuses (2).** Vladimir Poutine « a adoubé la présidente du FN comme un partenaire à part entière », écrit *Le Monde* du 24 mars. Photos largement diffusées à la télévision officielle. Réception à la Douma, le parlement russe, où elle a été photographiée avec Vitali Milonov, rédacteur de la loi sanctionnant la « propagande homosexuelle », ainsi qu'avec Maria Katasonova, 21 ans, nationaliste belliqueuse, fan du trio Poutine-Trump-MLP, assistante parlementaire du député

d'extrême-droite Evgeny Fedorov. Des éléments de communication qui illustrent les engagements de la frontiste avec un régime qui s'illustre peu après par une nouvelle répression massive des manifestations anticorruption à Moscou. La fan russe de Marine Le Pen, venue en France, a visité l'Assemblée nationale et y a assisté, dans le public, à une réunion organisée par le Dialogue franco-russe avec les représentants de candidats à la présidentielle, mercredi dernier. A la tête de l'association, V. Iakounine, fidèle de Poutine, et Thierry Mariani, député LR, modérateur de la réunion, Frédéric Pons, auteur du livre *Poutine. Au cœur des secrets de la Russie moderne*, longtemps journaliste à *Valeurs actuelles*.

● **“Menace turque”.** Non, il ne s'agit pas de la répression des démocrates turcs, des conditions de détention qui amènent plusieurs député-e-s du HDP à faire une grève de la faim. Le PDG de Total s'inquiète d'une potentielle déferlante turque. Mercredi 29 mars, au Club de l'économie du *Monde*, Patrick Pouyanne a déclaré : « Je suis frappé quand je vais en Turquie par la volonté du président Erdogan de recréer l'Empire ottoman. En une dizaine d'années, Turkish Airlines est devenue la compagnie aérienne qui dessert le plus de villes dans le monde. Le pays disposait de dix ambassades en Afrique, il en a maintenant 55. Il existe une vraie volonté de puissance, qui est inquiétante dans cette région aux portes de l'Europe. »

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

